LES CRIMES INEXPIABLES

CIVILISATION ET BARBARIE

PAR

JEAN DONAT
Professeur au Lycée de Toulouse.

JEAN SIGNOREL
Docteur en droit, Lauréat de la Faculté de droit de Paris.

Préface de A. MÉRIGNHAC
Professeur de Droit International public à l'Université de Toulouse, Associé de l'Institut de Droit International, Officier de la Légion d'honneur.

PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15
1918

Les crimes inexpiables : civilisation et barbarie par Jean Donat, Jean Signorel, ; préface de A. Mérignhac, Éditeur : Delagrave (Paris)
En ligne sur Gallica https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k871453p.image

et le Jean Donat, hussard noir de la république, passeur et parfois militant qui épouse sans réserve le mythe national de la « France éternelle ».

Je le percevais initialement comme détaché et sage. Il était en fait très engagé et entier dans ses convictions. Sa sensibilité idéologique est complexe et nourrie de plusieurs sources. Catholique et laïque, républicain et nationaliste, lyrique mais pas maurrassien, héritier des acquis de la Révolution Française mais pas socialiste ou jauréssien, sans doute jacobin (la France une et indivisible) mais décentralisateur et attaché au kaléidoscope de la pluralité des régions et des caractères.

L'historien peut devenir témoin - et il excelle - mais aussi propagandiste - personne n'est parfait. Dans les huit cahiers de la Grande Guerre, le témoin - et quel témoin ! - donne un troisième regard très avisé, sensiblement différent, des deux sources existantes sur le village (les travaux des champs, le village dévitalisé). Il capte l'ineffable.

Dans *Les crimes inexpiables, Civilisation et Barbarie* ouvrage édité chez Delagrave en 1918 avec Jean Signorel, docteur en droit, on ne reconnaît plus notre Jean Donat. L'histoire de France est instrumentalisée, elle participe - il faut le dire - aveuglément de l'Union Sacrée. C'est la guerre, et Jean Donat n'est pas neutre ou indéterminé encore moins pacifiste. Il épingle Jaurès et idéalise le soldat français de la Révolution et de l'Empire : *"De cette randonnée de vingt ans à travers l'Europe, même dans les combats les plus rudes et les plus violents, le soldat français ne perdit pas le sens de l'humanité, ni de la générosité"*- L'éloignement, voire l'arrachement, de son village natal de Larrazet, de ses racines, est une déchirure. Il réside à Toulouse et Saint-Antonin, mais son cœur et son âme restent profondément habités par Larrazet.

Larrazet, c'est pour toujours le pays natal, son pays natal. Ce qu'il restitue avec une immense émotion - qui nous parle toujours autant en 2018 - dans sa chronique du 6 août 1917, dans un retour sur soi, celui de son enfance passée à la ferme de Rimaillos cultivée par ses parents : avec « Rimaillos », il a fait à son village la plus belle des offrandes, par un livre merveilleux. Larrazet lui doit de le rééditer, ce qui est prévu pour septembre 2019. Son vœu de transmettre aux générations montantes une œuvre historique exceptionnelle sera ainsi accomplie, tant à Saint-Antonin qu'à Larrazet.

Alain Daziron

[BIOGRAPHIE] [DONAT JEAN] [DAZIRON ALAIN] [LE ROY THIERRY] [SINCE GILLES]

Panorama de l'histoire de l'immigration dans notre sud-ouest

Laure Teulières,
professeur d'histoire à l'université de Toulouse-Le Mirail

Je remercie la Société des Amis du vieux Saint-Antonin d'avoir organisé cette rencontre. Je suis sensible à la qualité du documentaire que nous venons de voir, qui constitue une approche de l'immigration par le vécu individuel, les récits des migrations, des processus d'accueil. Il mérite le film complet que vous annoncez, où on pourrait ajouter les témoignages de ceux qui ont vu arriver ces migrants.

La conférence de Laure Teulières était introduite par la projection d'un documentaire, réalisé conjointement par l'Association des vidéastes du Quercy et du Rouergue et par la Société des Amis du Vieux Saint-Antonin à partir d'une douzaine d'interviews d'habitants de la région ayant une expérience personnelle ou familiale de l'immigration, ancienne ou récente. On trouvera ce film de 37 minutes sur le site de la Société (savsa.net), ainsi que les enregistrements des interventions de Mathieu Grenet, professeur d'histoire moderne à l'Institut universitaire d'Albi et conseiller à la Cité de l'immigration à Paris, et celles de Laure Teulières et de Geneviève Dreyfus-Armand publiées dans ce numéro de notre bulletin.

Mon point de vue sera celui, plus général, de l'histoire. Je dois d'être ici à un ouvrage sur les migrations dans notre région, réalisé dans le cadre d'une commande passée en vue de l'ouverture du musée de l'immigration à Paris afin de documenter l'état des lieux de ce qu'on savait, dans chaque région de France, sur l'histoire de nos immigrations, leurs récits ; afin de situer les logiques d'accueil et d'attirance migratoires de chaque territoire.

Ce travail s'est attaché à l'époque contemporaine, postérieure à la Révolution, à partir du XIXe siècle, et s'est fondé quand c'était possible sur des témoignages. On a toujours migré, mais cette époque contemporaine a posé un cadre nouveau, lié à la révolution industrielle, qui change le rapport au travail et à l'énergie, et à la révolution démographique qui l'accompagne. Le modèle migratoire change : au modèle ancien, circulatoire et fait d'allers-retours, fondé sur la circulation des savoir-faire, se substitue un modèle fondé sur les besoins de main-d'œuvre.

Ainsi, le premier temps de mon panorama historique, si je le commence par le XIXe siècle, devrait être celui de l'immigration de travail, dont

la France, entrée précocement dans la baisse de la natalité et la transition démographique, a eu besoin. Depuis un siècle et demi, la France est un pays d'immigration, ce qui a contribué à façonner son aspect, sa culture. Pourtant, le sud-ouest est resté un peu à l'écart de cette révolution, jusqu'à la première guerre mondiale : région encore peu industrialisée, peu attractive pour les migrations, en dépit de la faiblesse de sa natalité ; les pôles miniers (Decazeville et Carmaux) ou textiles (Ariège) qui font exception se suffisent de l'apport de l'exode rural.

1936. Paysans italiens dans le Gers © EDITALIE

C'est la première guerre mondiale qui suscite l'arrivée de personnes inconnues, inhabituelles (sauf les Espagnols), celle des travailleurs venus des colonies, britanniques ou françaises, pour remplacer la jeunesse mobilisée. Séjours temporaires, cependant, car la majorité des travailleurs coloniaux sera ensuite rapatriée.

Entre les deux guerres, arrivent les besoins de main-d'œuvre, dans le Sud-Ouest aussi. C'est une période de grande immigration, pour l'agriculture comme pour l'industrie, et qui, au contraire du reste de la France, n'a pas cessé dans les années trente, notamment l'immigration italienne dans l'agriculture. C'était nouveau dans cette région où, traditionnellement, les étrangers, c'était les Espagnols. Dès les années vingt, des Italiens arrivent, plutôt du nord de l'Italie (Vénétie, Frioul, Piémont, dans un contexte de surpopulation, pour échapper à la misère et avec l'idée de s'implanter. La nationalité italienne devient la première nationalité étrangère dans les quatre départements de la plaine de la Garonne. Mais une deuxième nationalité est remarquable dans cette période : celle des travailleurs polonais, que le patronat des houillères est allé chercher et s'est organisé à cette fin, comme dans d'autres régions de France, en créant une société privée, la société générale d'immigration. Ce n'est pas encore l'État qui s'occupe de l'immigration.

La seconde guerre mondiale fait du sud-ouest une grande région d'accueil : ce sont les Français et les Belges de l'exode, les réfugiés antifascistes d'Europe venus en France dans les années trente, les Espagnols de la Retirada (les hommes et leurs familles souvent séparés). De là vient la composante étrangère de la Résistance dans cette région : les Espagnols, qui ont même au début constitué leur propre armée de l'ombre ; et la « MOI » créée par les communistes des FTP. Je voudrais même citer à ce titre le nom de Silvio Trentin, Italien réfugié à Toulouse, inspirateur et cheville ouvrière d'un réseau français d'intellectuels antifascistes. N'oublions pas, non plus, que cette région a été une grande région d'internement, pas seulement des Républicains espagnols, pas seulement au camp de Jude.

Avec les « trente glorieuses » (1945-1975), la France se modernise, dans l'agriculture comme dans l'industrie. C'est une nouvelle phase d'immigration de travail dans toute la France. Moins dans le Sud-Ouest (le nombre d'étrangers y diminue même dans cette période). Pourquoi ? Les statisticiens parlent d'un « effet de stock » : les anciens immigrés sont toujours là, mais ils se naturalisent (le sud-ouest connaît même les plus hauts taux de

Dépiquage au Mousse, Gers 1946. © *Jean Dieuzaide*

naturalisations de toute la France, dans toute la période). Les nouveaux étrangers qui arrivent sont davantage liés à l'histoire coloniale de la France, venant du Maghreb, notamment d'Algérie, de Kabylie, avant même la guerre d'Algérie. L'immigration algérienne, pauvre, va surtout vers les sites industriels qui l'ont sollicitée, donc dans les villes (Toulouse). Mais on observe aussi, déjà, une forte immigration marocaine (migration qui s'étendra plus tard à toute l'Europe, alimentera même une diaspora mondiale, tandis que les Algériens restent plus fixés sur la France). Les Marocains de cette période vont dans l'agriculture, qui, devenue moins familiale, plus tournée vers le commerce, a besoin de salariés et non plus d'exploitants comme au temps de l'immigration italienne de la période précédente. Enfin, l'immigration de cette période se diversifie, avec les Portugais, qui fuient le régime dictatorial et arriéré de Salazar, et obtiennent assez facilement leur régularisation, mais aussi des flux moins massifs de juifs roumains ou d'Arméniens réfugiés, d'exilés russes…

La fin des « trente glorieuses », qui se marque par un nouveau régime économique et social avec la montée progressive et constante du chômage (stabilisé autour de 10 % de la population active aujourd'hui), affecte radicalement les phénomènes migratoires. Le président Giscard d'Estaing parle de « la fin de l'immigration en France ». En fait, seulement de l'immigration de travail, pas celle du regroupement familial et de l'asile politique. La France devient un « pays d'immigration qui s'ignore », suivant la formule de Dominique Schnapper, tentant même des politiques d'aide au retour, qui échouent mais qui, ciblant surtout les Algériens, annoncent la logique discriminatoire de la période qui suit.

Le début des années quatre-vingt marque encore un changement de cadre de l'immigration. On repère cette période, en France, par la « marche des beurs » de 1983, mouvement porté par ceux de la « 2e génération » (concept nouveau, propre aux Maghrébins), qui demandent l'égalité, la reconnaissance. Car on est au temps des discriminations, de politiques migratoires plus répressives, d'une dérive idéologique que traduit la montée du FN. À l'appel, sans tapage, à la main-d'œuvre maghrébine des années soixante, succède un autre régime d'accueil, un autre discours sur l'immigration. La région ne se distingue plus du reste de la France.

La fin du XXe siècle rapproche même la France du reste de l'Europe en ce qui concerne les migrations. La mondialisation économique est aussi celle des origines des migrants. La césure essentielle est désormais entre ressortissants de l'UE et étrangers extra-européens. Immigration marquée par les distances parcourues, provoquée par la demande d'études, de regroupement familiale et d'asile, plus que par le travail. Cette immigration reflète les chaos du monde. ■

Laure Teulières
Conférence du 22 juin 2018 - Saint-Antonin
Les illustrations sont extraites de la page web cité ci-après

[IMMIGRATION] [SUD-OUEST] [DÉMOGRAPHIE] [TEULIERES LAURE]

À lire *http://www.histoire-immigration.fr/dossiers-thematiques/autour-du-travail/les-italiens-dans-l-agriculture-du-sud-ouest-1920-1950*